

Oran : une ville soumise à des incertitudes. Interfaces et paradoxes

*El-Djounid HADJIDJ**

La ville dans tous ses états

Si dans les pays développés l'urbanisation s'est faite au rythme des progrès techniques qui se sont succédé, dans les villes du tiers-monde l'urbanisation précède l'industrialisation. Elle se caractérise par une croissance rapide des villes, l'exode rural et l'abandon d'une agriculture traditionnelle.

Nous sommes en présence non pas d'une urbanisation technologique, créatrice de richesses telle qu'on a pu l'observer dans tous les pays développés, mais d'une urbanisation démographique qui est partie prenante du procès de sous-développement des pays du tiers-monde.

À cet égard le cas de l'Algérie est édifiant. En effet, ce pays a subi, pendant longtemps, une explosion urbaine qui a défié toutes les prévisions et a pris au dépourvu les pouvoirs publics.

L'évolution soutenue des taux d'urbanisation indique l'importance accrue de ce phénomène, on enregistre en 1966 : 31,4 % ; en 1977 : 41% ; en 1987 : 49,67 % ; en 1998 : 58,30 % et 60,3% en 2008¹. Les résultats du dernier recensement font ressortir qu'aujourd'hui pratiquement six Algériens sur dix (10) vivent en ville.

L'objet de cette communication porte sur la ville d'Oran à qui la réputation de ville prospère a valu de subir les contrecoups qui avaient bouleversé toutes ses capacités, et fait de la deuxième ville du pays par son importance un terrain privilégié où subsistent certains maux engendrés par la forte concentration humaine. La ville vit actuellement les problèmes dus essentiellement à la saturation de toutes ses capacités d'accueil et de services.

Économiquement la ville ne pouvait absorber facilement cette «inflation démographique », eu égard à la faiblesse patente de ses structures d'accueil et à l'insuffisance notoire de ses activités économiques, qui gonflent dans le secteur tertiaire.

* Professeur, Université d'Oran et Membre du Laboratoire développement, culture et politique (LDCP).

¹ Recensements de la population et de l'habitat. ONS, Alger.

Cet essor du phénomène urbain s'explique à travers l'urbanisation démographique qui s'est amplifiée de manière accélérée, secrétant des espaces dérivés voire surimposés. La ville d'Oran s'est étirée presque dans tous les sens, son expansion se lit en rapport et en fonction de la courbe exponentielle démographique sans intervention majeure du processus d'industrialisation. Contraste entre une urbanisation rapide et développement économique trop faible. En somme, nous sommes en présence ici du fameux « boom town » décrit et analysé par R. D. McKenzie, dans « l'approche écologique dans l'étude de la communauté humaine ».² Cependant cette urbanisation intensive allait indubitablement engendrer divers problèmes complexes dont souffrent actuellement toutes les grandes villes algériennes, notamment Oran.

La ville étouffe, donne l'impression d'exploser sous la pression démographique. Sous ce poids écrasant les structures urbaines craquent. La ville jadis accueillante est devenue, de nos jours, un conglomérat de nuisances et de difficultés indépensables : entassement populaire, habitat précaire, pénurie de logement, insuffisance d'équipements, insalubrité, écrasement des espaces verts par le béton...

Car la ville d'aujourd'hui se développe en ordre dispersé et génère plus de difficultés qu'elle n'en résout, celle qui reproduit à l'infini les inégalités, les discriminations et les désespérances.

Conséquence d'un discours populiste, vantant les mérites d'une « terre promise », la ville a subi pendant de très nombreuses années « l'afflux » ininterrompu d'une population essentiellement rurale, guère préparée il est vrai à un mode de vie urbain nouveau.

Cette masse campagnarde gardienne de la « nostalgie de l'illusion », et parvenant difficilement à « accepter l'indifférence et le détachement »³, a finalement généré un genre particulier de citoyen, partagé entre une ruralité qui ne fait plus désormais sa fierté, et une « urbanité » ardemment désirée. De cette dualité culturelle est né le concept de « *rurbain* ».

En évoquant ce phénomène, M. Lacheraf, traduit ce contexte par un « état semi-urbain sans cesse inachevé »⁴. À cet égard, il y a lieu de signaler que par une concentration rapide et massive d'une population d'origine campagnarde paupérisée et fragilisée en ville, on allait immanquablement

² Grafmeyer, Y., Joseph, I., *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1986, p. 158.

³ Lapeyronnie, D., « La ville en miettes », in MAUSS, N° 14, *Villes bonnes à vivre. Villes invivables. Urbanisme et démocratie*, Paris, La Découverte, 1999, p.21.

⁴ Lacheraf, M., *Ecrits didactiques sur la culture, l'histoire et la société*, Alger, Enap, 1988, p.316.

assister à l'apparition du phénomène de la "ruralisation" de la société⁵, qui a très vite pris de l'ampleur. Au point d'ailleurs où certains spécialistes déclarés du phénomène urbain se sont empressés de parler, dans certains cas, de gros villages.

Théâtre permanent de multiples et intenses mutations en cours, la ville a fini par être dénaturée, défigurée, désarticulée, désordonnée par ceux-là même qui y croyaient, fermement, pour mener à terme un projet de promotion sociale, réaliser leurs rêves inaccessibles et concrétiser enfin leurs espoirs. D'accomplir le vœu cher à tous, du droit à la cité et par la même d'accéder à une citoyenneté pleine et entière.

Subissant, depuis longtemps, un processus d'une urbanisation pour le moins incontrôlée, la ville en proie constante à une crise identitaire profonde a fini par perdre, petit à petit, tout son sens. On parle, aujourd'hui avec insistance, de plus en plus de « non ville ».

La ville « lieu de frustrations et de désirs interdits »⁶, est finalement aujourd'hui synonyme de mal-vie, de marginalisation, d'exclusion, de contestations, de revendications... autant de stéréotypes dépréciatifs, pour indiquer un espace urbain en pleine crise susceptible d'une explosion incontrôlée. Par ailleurs, la ville est de nos jours accablée par la critique sociale. On dit qu'elle entraîne la fracture des sociabilités, et qu'elle est le théâtre d'une socialité fragmentée. « Loin d'unifier, la ville sépare, disloque, nourrit la méfiance et le mal-être. », note fort justement A Sedjari.⁷

Avec les gros chamboulements successifs que l'Algérie a vécus depuis trois décennies, et sous l'impulsion continue des flux migratoires massifs qu'ont connus toutes les grandes villes algériennes, notamment Oran, cette dernière souffre intensément d'une gestion approximative, hasardeuse, voire opaque. La ville, à cette déplorable allure, semble présager un devenir de plus en plus incertain.

Dans l'incapacité à maîtriser l'évolution d'une urbanisation subie, Oran se débat dans une situation inextricable. Tous les indicateurs socio-urbanistiques indiquent, si besoin est, une situation alarmante et ce, à tous les niveaux : dégradation du tissu urbain, spéculation foncière et

⁵ Nous tenons toutefois à nous démarquer des connotations péjoratives sur les ruraux présentés par certains chercheurs souvent comme étant des envahisseurs, saccageurs, incapables de s'intégrer au mode de vie urbain...

⁶ Paquot, T., *Homo Urbanus. Sur l'urbanisation du monde et des mœurs*, Paris, Editions du Félin, 1990, p.109.

⁷ Sedjari, A., « Gouvernance urbaine et intégration sociale par le logement : quelle articulation ? », in *Les politiques de la ville. Intégration urbaine et cohésion sociale*, Paris, l'Harmattan, 2006, p.218.

immobilière effrénée, crise de logements aiguë et insoluble, vieillissement prématuré du parc immobilier, sous-équipement criard, développement inquiétant de l'habitat précaire, chômage endémique, délinquance, violence, exclusion...

L'absence d'instruments appropriés de planification spatiale, de proposition d'une organisation cohérente de l'agglomération et des perspectives claires du développement urbain, font que la ville s'étend de manière désordonnée. Il est question d'un tissu urbain irrégulier, dépecé, émietté, fragmenté, contrasté. En somme c'est la ville éclatée, qui met en présence des couches sociales différenciées aux intérêts antagoniques. Chacune s'évertue selon les moyens dont elle dispose à s'approprier, à sa convenance, l'espace, objet de toutes les convoitises. Il ne s'agit pas seulement d'une appropriation foncière, mais beaucoup plus d'une appropriation par marquage de l'espace par le biais de signes que l'on dispose.

Loin de mener une politique rationnelle, judicieuse, l'Etat et à travers lui la collectivité locale, tente de canaliser le développement urbain, qui pour le moment semble lui échapper fatalement. A Oran comme partout ailleurs, il est toujours question de rattraper et de combler les retards qui prennent des proportions sans cesse croissantes⁸. Faute de mener une action constructive, les élus locaux ne procèdent en fait qu'à une politique palliative et d'endiguement, face à une extension trop rapide de la ville, qui nécessiterait un contrôle effectif des facteurs les plus déterminants du mode de croissance. Seules des mesures ponctuelles sont adoptées. Les pouvoirs publics ont l'immense difficulté à corriger, un tant soit peu, les inégalités socio spatiales, mais surtout à redévelopper les territoires tombés en panne et ce, depuis fort longtemps.

Force est de remarquer à ce niveau, que tout projet urbain ne peut s'inscrire que dans la durée, on ne construit pas la ville pour seulement quelques années, mais on la construit pour toujours et ce, pour préparer la ville de demain. « Très souvent la ville durable se fait à travers des projets, donc des opérations spécifiques, d'origine publique et souvent en partenariat avec des acteurs privés », comme le souligne fort justement A. Bourdin⁹.

⁸ Les pouvoirs publics répondent quand cela est possible aux besoins les plus pressants, surtout en matière de logement comme mode d'intégration urbaine

⁹ Bourdin, A., « La ville durable peut-elle être celle des droits humains ? », in Sedjari A, *Droits de l'homme et développement durable*, Paris, l'Harmattan, 2008, p.152.

La politique de la ville ne peut plus être conçue de manière unilatérale, volontariste¹⁰, mais gagnerait plutôt à être mieux ancrée sur la concertation et la participation effective de tous les acteurs sociaux. Car en réalité les pouvoirs publics n'ont qu'une faible emprise sur les comportements des habitants qui, en dépit de leur marginalisation, demeurent toujours des acteurs actifs dans la création urbanistique et immobilière. Certes, bien des quartiers naissent et grandissent à leur initiative, essentiellement à la périphérie de la ville. Un plan si savamment élaboré, s'il n'est pas à l'écoute des citoyens, en les regardant vivre, se comporter, évoluer, ne saurait, aucunement, répondre aux attentes légitimes de toute une cité.

Il va sans dire que la participation effective des citoyens à la vie de la cité, apparaît, de nos jours, comme l'un des principes majeurs de la politique de la ville. « La question de la démocratie participative est omniprésente dans l'action sur le développement durable, en particulier en ville », tient à rappeler A Bourdin¹¹. En fait ce qui fait la ville c'est « la cohésion de tous ses acteurs » comme le souligne avec pertinence D. Behar¹². Des acteurs qui interviennent directement dans le processus de construction des territoires donc : dans la fabrique de la ville.

Si l'Etat demeure le garant de la cohérence du développement des territoires, sa gestion efficiente des établissements humains reste cependant tributaire de la mobilisation de tous les acteurs sociaux et ce, dans un cadre fait de concertation, de communication, d'écoute et d'implication du citoyen au processus décisionnel. Il s'agit de développer, pour ce faire, une approche qui privilégie une « stratégie de pénétration sociale » qui mettra sans aucun doute en adéquation démarche politique et demande sociale, souvent mal exprimée.

Cette nouvelle vision qualitative de la gestion des territoires mettra un terme au volontarisme étatique pourvoyeur exclusif, jusque là, de programmes et d'actions souvent en inadéquation, en décalage avec la réalité vécue concrètement sur le terrain. Une triste réalité faite d'exclusion, de marginalisation accentuée, de pauvreté endémique, de montée de l'insécurité, de recrudescence de la violence urbaine.

Dans la production de l'espace aménagé, on retrouve d'une part ceux qui commandent, conçoivent et réalisent la ville et de l'autre un public qui use, subit, approuve, conteste voire s'indigne. La ville est là, existe,

¹⁰ Cf Hadjidj, E., *Espace et volontarisme politique. La ville entre discours et réalités*, Oran, Dar El Gharb, 2004.

¹¹ Bourdin, A., *Op cit*, p.150.

¹² Behar, D., *Ville et développement. Le territoire en quête de sens*, Paris, Editions Textuel, 1998, p.9.

mais elle ne répond pas à nos attentes, il y a toujours un fossé qui sépare le monde du projet (la planification) et celui des habitants (les usages)

Inutile d'insister outre mesure sur la nécessité impérieuse de l'élaboration d'une stratégie d'émergence de la citoyenneté, qui mobiliserait l'acteur social dans le choix des actions susceptibles d'améliorer, son cadre de vie et d'inscrire par là même tout projet dans une démarche globale de développement durable.

Les exigences du développement urbain en termes de performance et de recomposition de l'espace appellent à un renouveau de l'action publique urbaine et des moyens mis en œuvre pour générer les grandes questions de la ville. Par ailleurs la non réactualisation des instruments d'urbanisme, qui reposent toujours sur des schémas de fonctionnement statiques dont la conception est basée sur des servitudes, des interdictions et non des mesures incitatives, offre une image peu reluisante du système de la gouvernance urbaine.

Compte-tenu d'un état de déliquescence avancé, la ville réclame de manière urgente l'amorce d'un débat large et sérieux, initiant une profonde réflexion et ce, pour dégager, autant que faire se peut, un début de solution aux multiples problèmes, complexes, voire insurmontables qui empoisonnent, depuis longtemps, la vie de la cité. Il paraît en tout état de cause difficile d'avancer l'hypothèse que le salut est pour demain, tant la tâche est manifestement ardue, et trouve son origine dans des phénomènes extrêmement complexes, ancrées aussi bien dans des pratiques sociales désormais généralisées que dans des politiques sectorielles institutionnalisées.

Ainsi la ville, au fil des années, s'est considérablement métamorphosée, complexifiée et sérieusement transformée dans ses compositions, dans sa physionomie, sa fonctionnalité mais aussi et surtout dans sa vocation. Et pour comprendre le devenir d'une société dont les bases spatiales sont en pleine mutation, il est difficile, voire mal aisé de parler de la ville algérienne notamment oranaise qui reste un champ aux ramifications multiples, fait de complexité et d'interdépendances.

Notre connaissance, notre « télé réalité » de la ville, pour reprendre l'expression forgée par G. Balandier, s'appuyant sur notre vécu quotidien au sein de cette société oranaise nous amène à penser, sans pessimisme exagéré, que l'avenir de la ville est sérieusement compromis. Allons-nous jusqu'à évoquer la fin de la ville, comme l'a déjà fait le spécialiste des études urbaines P.H Chombart De Lauwe ? Le pire est-il à venir? La

crainte est visiblement certaine, surtout lorsque l'on sait que la « ville... semble défier l'analyse et la volonté de planifier ». ¹³

Il est peut être encore temps de repenser, profondément, à refaire la ville en prenant cette fois-ci pleinement conscience que ce n'est assurément pas exclusivement une question « d'architecture ou d'urbanisme mais un problème social » ¹⁴ majeur. Car la ville est à la fois le résultat et l'image d'une société toute entière.

Pour de nouvelles interférences entre la ville et la campagne

Devant l'ampleur de la crise urbaine à Oran, qui tend encore à s'amplifier quotidiennement, diverses réactions peuvent être enregistrées. Toutes tentent d'apporter un élément de réponse à la question suivante : peut-on maîtriser le développement de la ville ?

A cet effet deux thèses, qui entendent élaborer les termes d'une définition d'un possible équilibre harmonieux entre la ville et la campagne, nous permettent de tracer les contours du phénomène urbain et d'esquisser, à titre indicatif, le type de solutions qu'il implique. Surtout lorsque l'on sait que la ville s'avère, aujourd'hui, tragiquement inapte à répondre aux défis modernes de la société et aux attentes de toute une cité.

Pouvant se compléter mutuellement, certaines sont, en effet, favorables à un développement rural prioritaire, d'autres, au contraire, à un développement urbain.

- La thèse du développement rural prioritaire

Le caractère apparemment inéluctable de la crise qui s'amorce aujourd'hui sous nos yeux, incite à penser raisonnablement à l'avenir de la campagne.

La population en milieu urbain croît et se "sédimente", au détriment du milieu rural qui lui se déstructure de plus en plus. Déstructuration ininterrompue, de tout un système social, économique et culturel, aux conséquences irréversibles.

Nous avons pu noter à quel point l'urbanisation n'est pas une conséquence mécanique de la croissance économique, l'implantation de certaines industries en milieu rural étant tout à fait envisageable, voire réalisable. D'autant plus qu'il est démontré, pour le cas de l'Algérie, que

¹³ Mongin, O., *Vers la troisième ville ?* Paris, Hachette, Collection Questions de société, 1995, p.7.

¹⁴ Blanquart, P., *Une histoire de la ville. Pour repenser la société*, Paris, La Découverte / Poche, 1998, p.175.

le coût de l'infrastructure et des services, ainsi que celui des créations d'emploi est moins élevé à la campagne qu'en ville.

L'augmentation des revenus des ruraux peut en ce sens permettre de diminuer sensiblement l'écart des revenus existant entre la ville et la campagne, et développer par là même le pouvoir d'achat des campagnards. Chose qui faciliterait, logiquement, l'écoulement des produits provenant de la ville.

Enfin, « plutôt que de considérer que la modernité est l'apanage de l'urbain, il nous faut nous interroger sur la possibilité de moderniser la campagne »¹⁵.

- La thèse du développement urbain prioritaire

Pour les partisans de cette thèse, qui développe une théorie diamétralement opposée à la première, l'urbanisation et non seulement irréversible (donc cette tendance se poursuivra malgré les mesures prises pour favoriser le développement rural), mais plus encore, elle est souhaitable : puisque les villes ont toujours été des centres de progrès, des creusets de civilisation et constituent le débouché « naturel » des campagnes.

Il importe de préciser à ce niveau que « l'histoire du monde urbain », depuis des siècles est sans aucun doute « l'histoire du déclin du monde rural ».

Dire qu'il faut encourager l'urbanisation, dans l'état actuel des choses, et prendre en théorie un parti-pris semblable à celui de certains chercheurs, demeure à notre avis une position globalisante et ambiguë. L'idée relève, certes, d'une pureté politique, d'un discours limité à la ville et sur la ville, préconisant à la fois une référence à la modernité et au progressisme. Il n'en demeure pas moins que dans le fond cette position s'avère profondément idéaliste, en l'absence de moyens économiques conséquents.

Il ne fait aucun doute que certains des arguments qui étayent une telle conception contiennent une part de vérité, et qu'il n'existe pas à notre avis de modèle parfait à proposer.

Les solutions consistent, en effet, en une combinaison de plusieurs approches, qui peuvent se résumer dans le schéma suivant :

- « Interaction du développement rural et du développement urbain »: il s'agit là de combiner développement urbain et développement rural. « L'urbanisation ainsi définie affectera aussi bien la ville que la campagne

¹⁵ Sachs, I., *Quelles villes pour quel développement ?* Paris, Puf, 1996, p.322.

et induit des changements analogues»¹⁶. Établir à ce niveau une distinction tranchée entre les deux développements, ou bien accorder une attention beaucoup plus grande à l'un ou à l'autre, nous paraît fort erroné. Signalons à cet égard l'attitude, encore persistante, de nos spécialistes de l'aménagement du territoire.

- « Consacrer une part plus importante des investissements au développement du milieu rural » : or, actuellement, à Oran la priorité est donnée aux secteurs secondaire et tertiaire, alors qu'un développement économique dépend d'un progrès remarqué de l'agriculture. La dynamique du village ne doit plus dépendre seulement du dynamisme de l'agriculture.

- Réduire « l'écart entre revenus ruraux et urbains » : il s'agit, en effet, de favoriser une augmentation rapide des revenus des agriculteurs, en faisant progresser la productivité dans ce secteur vital.

- Améliorer « l'infrastructure sanitaire et socioculturelle » à la campagne : en milieu rural les équipements sont insuffisants, voire pratiquement inexistantes dans certaines localités, une attention particulière doit être portée à ce niveau.

Il convient de souligner que la série de mesures (non exhaustive et qui reste donc à compléter) que nous venons de proposer, permettrait, par la même, de réduire et non pas d'arrêter les transferts des campagnes vers la ville, phénomène qui entraîne des effets contraignants sur l'armature urbaine oranaise, car objectivement un arrêt de cet exode, à moyen terme, est impossible.

Il va sans dire qu'une parfaite application de ces mesures passe nécessairement par la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire réaliste et raisonnée. Certes, elles n'auront une réelle portée que si cette dernière est menée de façon rigoureuse et judicieuse.

Mais une telle démarche n'implique pas simplement des réaménagements d'ordre technique ou organisationnel. L'état de carence que nous avons constaté, mais plus encore vécu, tient fondamentalement aux orientations politiques nationales.

Nous n'avons pas cessé de nous nous interroger sur les dysfonctionnements actuels qui caractérisent la ville algérienne et à rechercher les voies et les moyens pour préparer la ville de demain et ce, à partir de nouveaux mécanismes collectifs de construction de l'espace au niveau local, qu'à chercher désespérément dans le passé d'illusoires

¹⁶ Remy, J. et Voye, L., *La ville : vers une nouvelle définition ?* Paris, l'Harmattan, 1992, p.11.

réponses aux enjeux et aux réalités d'aujourd'hui. Une réalité d'une ville faite de continuités et de ruptures, de distances et de proximité, de conflits et de solidarité.

La ville algérienne est un paradoxe, soumise à bien des incertitudes.

En guise de conclusion

Nous sommes en fait devant un phénomène urbain dont personne n'a pu réellement prendre l'exacte mesure, dans le but d'en analyser les fondements et d'en comprendre le sens. Il est vrai, que nous ne disposons que de résultats de recherches encore insuffisants voire partiels, et que les questions que l'on pose montrent souvent l'ampleur de notre méconnaissance, qu'elles n'apportent pas de réponses précises à notre démarche

Et comme tout chercheur en sciences sociales, le sociologue ne peut que dénoncer, et pour l'honneur, une réalité qu'il ne peut malheureusement pour l'heure transformer.

- Peut-on affirmer que le défi de l'urbain ne peut être contourné ?
- Sommes-nous irrémédiablement entrés dans un monde de l'urbain ?
- Peut-on conclure avec Thierry Paquot que la ville est notre devenir ?

Il est dit que la ville, ce corps de pierre, est l'avenir de l'homme. En tout cas la ville fortement conquérante et destructrice des équilibres ruraux, nous fascine car elle « nous dit le monde et contient le temps ».

Dans cette perspective il est bien évident que nous n'échapperons pas à la société urbaine. Et que la ville parasite du monde rural a déjà installé sa domination. Inutile de se leurrer : l'urbain règne, impose ses règles et se propage.